

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1839

Artikel: Aux urnes, les urbains : les affaires locales étaient aussi au menu des votations dimanche : parcours non exhaustif dans les villes et cantons des deux côtés de la Sarine
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013955>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le sauvetage de l'assurance-invalidité, illustration du conservatisme helvétique

Une fois de plus, le système a heureusement fonctionné. Mais sa capacité d'adaptation à l'évolution accélérée des circonstances est préoccupante

André Gavillet (27 septembre 2009)

La cause tenait de l'évidence. L'endettement, le déficit annuel, l'importance de cette assurance, l'assurance-invalidité, dans notre système d'assurances sociales, tout justifiait une intervention politique décidée. Elle a eu lieu, *in fine*, mais il aura fallu subir des années de résistance conservatrice avant que le peuple, majoritairement, et les cantons, de justesse, ne la ratifient.

Rappel de la course d'obstacles. Lente révision de la loi (la cinquième!) sous menace de ne pas accorder les moyens financiers si des restrictions n'étaient pas votées. Puis – compromis imposé – que les ressources nouvelles, soit l'augmentation de la TVA, seraient provisoires et la 6e révision engagée sans tarder. Enfin, devant la défaillance

d'économiesuisse, report d'une année de l'entrée en vigueur. Ces concessions successives ont permis à la Suisse institutionnelle de s'engager et de trouver une majorité, malgré une campagne de faible propagande, en regard des moyens de l'UDC se complaisant dans son rôle d'opposant.

A été vécue une fois de plus l'importance de l'exigence constitutionnelle de la majorité des cantons. Mais les petits cantons de Suisse centrale ne peuvent, sans risque pour l'équilibre confédéral, exploiter leur compétence fiscale et d'aménagement du territoire à l'extrême de l'égoïsme cantonal et repousser les actes de solidarité nationale. L'un plus l'autre poussés à l'excès finiront par fissurer la cohésion du pays.

Enfin, il faut reprendre le dossier TVA. Nous aurons à augmenter cet impôt substantiellement si nous voulons adhérer ou nous rapprocher de l'Union européenne. Or se révèle, pour décrier cet impôt, une conjonction de la gauche qui le considère ataviquement comme antisocial, et de la droite qui en fait un de ses thèmes du refus de l'impôt.

La votation, heureuse, sur l'AI voudrait qu'on se réjouisse de ce sauvetage. Mais comment ne pas mesurer l'emprise du conservatisme helvétique à tous les niveaux: parlementaire, constitutionnel et fiscal. Est en jeu notre capacité d'adaptation dans l'environnement international.

Aux urnes, les urbains

Les affaires locales étaient aussi au menu des votations dimanche. Parcours non exhaustif dans les villes et cantons des deux côtés de la Sarine

Yvette Jaggi (28 septembre 2009)

Urbanisme et construction

Le plus gros enjeu se trouvait à Lausanne, dont le vaste projet de transformation urbaine intitulé Métamorphose était contesté par une initiative «conservatrice» émanant d'habitants et soutenue par A

Gauche toute et le PDC; ensemble, ils s'opposaient à la descente du stade de football des hauts de la Pontaise vers les bords du lac. Les citoyens ont débloqué le long processus de Métamorphose par 55,9% de non à l'initiative.

A Genève aussi, une «gauche de la gauche» muée en gardienne du patrimoine guerroyait contre l'extension du bâtiment de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), cible habituelle des altermondialistes. Près de deux votants de la Ville sur trois

(62,8%) ont dit oui à l'extension du siège de l'OMC, au nom de la Genève internationale et des apports qu'elle représente à l'économie locale.

Outre Sarine, peu de projets à proprement parler urbains. Tout juste le plan de quartier autorisant la construction à Pratteln de la plus haute tour de Bâle-Campagne (75 à 82 mètres) sur le site d'entreprises disparues. Approuvé par 53,1% des votants après un référendum soutenu par les Verts et l'Alliance des Indépendants. Autre construction prévue, celle du nouveau centre informatique de la ville de Zurich sur la colline de l'Albis, pour le modique investissement de 140 millions, accordés par plus de 75% des citoyens.

Transports et circulation

Outre Sarine en particulier, les grandes affaires locales et régionales de ce dernier dimanche de votation concernaient les transports et la circulation. Ainsi, les Bâlois ont dit un petit oui (51%) au redimensionnement d'un kilomètre et demi de larges boulevards d'entrée en ville, rendus superflus par l'aménagement de l'autoroute urbaine A 36. Echec de peu d'un référendum du TCS, appuyé par les libéraux-radicaux, qui s'opposait aux 30 millions de francs nécessaires.

Les citoyens de Winterthour ont en revanche plébiscité, par 67,8% des votants, la piste cyclable que l'UDC a dénoncée comme «*la plus onéreuse du monde*»: 4705 francs le mètre courant, le prix du boucllement de l'un des plus denses réseaux urbains de voies réservées aux

vélos.

Les Bernois étaient, eux, confrontés à une proposition socialiste, adoptée par l'exécutif et le parlement de la Ville puis soumise au peuple par référendum spontané, qui a finalement échoué de justesse: 51% des votants de la Ville fédérale ont refusé d'envisager (au stade du crédit d'étude) la suppression de toute circulation automobile privée sur la place de la gare CFF. La crainte d'un report de trafic sur les quartiers avoisinants a sans doute pesé lourd dans la décision populaire.

La répartition égalitaire du bruit des avions desservant l'aéroport de Kloten, demandée par une initiative cantonale dite «*Fairflug*» (trafic aérien équitable), a été nettement rejetée dans tous les districts du canton de Zurich, à 3 contre 1 en moyenne (75,2%). Effet prévisible d'un partage tellement équitable des nuisances sonores que tous les résidents se sont sentis également menacés...

A noter enfin que les deux tiers (67,2%) des votants soleurois ont rejeté la proposition d'un barème écologique pour le calcul de la taxe cantonale sur les véhicules à moteur, classés selon leur dépense énergétique. Soleure en reste donc au système traditionnel de l'impôt fondé sur la cylindrée.

Communes et institutions

Au terme d'une procédure de concertation de plusieurs années, la ville de Zoug s'est donné un nouveau plan directeur communal, approuvé par 61,2% des votants. Score satisfaisant pour l'exercice difficile consistant à présenter

une vision urbanistique autonome et crédible pour l'avenir d'une ville de plus en plus intégrée dans la zone d'influence directe de la métropole zurichoise, dont le centre se trouve à 24 minutes de RER.

Le canton de Glaris poursuit la préparation de sa grande réforme institutionnelle, qui réduira au 1er janvier 2011 le nombre de ses communes de 25 à 3. Les citoyens viennent d'élire les membres des futurs exécutifs communaux, qui travailleront en parallèle avec les autorités actuelles dès juillet prochain. Artisans et bénéficiaires de la réforme, les radicaux ont raflé douze des 29 postes électifs. Outre quatre sans parti, on compte trois PDC et autant de socialistes et de Verts, tandis que la formation de Mme Widmer-Schlumpf a deux élus et les chrétiens-sociaux un seul, tout comme l'UDC. On peut être le premier parti du pays et peiner à se faire élire dans les exécutifs locaux, en Suisse centrale comme dans le reste du pays.

Pour sa part, le canton d'Argovie reste un solide bastion de l'UDC qui vient de faire échouer, par sa seule force, le démarrage de la réforme institutionnelle soumise au peuple. A une courte majorité de 51,2%, les citoyens argoviens ont refusé un premier train de lois relatives au statut des communes ainsi qu'au partage des tâches et des coûts entre elles et le canton.

L'ensemble des votations évoquées ici se caractérisent par des taux de participation plutôt modestes, avoisinant les 40%. Mis à part quelques

résultats indiscutables, les majorités demeurent souvent étroites, parfois inférieures à 55%. Ce qui permet aux perdants de jouer les déçus en

bien et de proclamer leur intention de rester actifs ou du moins vigilants. Déclaration sans doute sincère et bien compréhensible, même si

l'expérience montre qu'elle n'est pas toujours suivie de l'effet annoncé.

Inexorable, le vote des classes populaires en faveur de l'UDC?

Des recherches universitaires permettent de mieux comprendre comment socialistes et Verts pourraient renouer avec une base qui s'effrite

Daniel Schöni Bartoli (23 septembre 2009)

Le paysage électoral suisse a été considérablement bouleversé depuis une vingtaine d'années. Le parti des Verts a vu doubler son score électoral national en atteignant 9,6% des voix en 2007, mais un mouvement plus ample encore a frappé un champ électoral qui brillait jusque-là par sa stabilité: l'UDC est passée de 240'000 électeurs en 1991 (sur environ 2 millions) à 666'000 en 2007 (sur 2,3 millions), soit un saut de 11,9% à 28,9% de l'électorat dans l'élection au Conseil national. Ce score inhabituellement élevé lui a valu la conquête de 64 sièges sur les 200 de la Chambre basse alors qu'elle n'en avait que 21 à l'issue des élections fédérales en 1991.

Cette montée inexorable de l'UDC a donné lieu à de nombreuses analyses ces dernières années. Olivier Meuwly, notamment, a montré comment l'UDC avait dépassé ses rivaux de droite (DP 1801). D'autres ont évoqué le très généreux financement des campagnes par de richissimes soutiens, l'importance cardinale d'un leader charismatique ou encore l'étonnante modernité des campagnes politiques. Mais ces différentes explications font

l'impasse sur un autre phénomène: pendant que l'UDC a capté un électorat que l'on aurait naïvement cru acquis à la gauche et composé de gens aux revenus modestes, le parti socialiste est devenu (à l'instar des Verts) un parti dont l'électorat est majoritairement composé par des électeurs des classes moyennes. Cette situation paradoxale méritait que des politologues s'y intéressent, comme Hanspeter Kriesi, invité lors d'une récente journée de réflexion de *Domaine Public* à Montaubion.

Le projet de recherche *Selects* de la fondation FORS (*Swiss foundation for research in social sciences*) consacré aux élections fédérales 2007 fournit de nombreuses informations quantitatives quant à la participation et aux choix électoraux des citoyens appelés aux urnes. Les travaux de Daniel Oesch et Line Rennwald portant sur «*La disparition du vote ouvrier, le vote de classe et les partis de gauche en Suisse*» et «*Les préférences politiques des classes sociales et le vote de gauche en Suisse en 2007*» tentent d'éclairer ces déplacements électoraux en se basant sur les données *Selects* 2007. Leur analyse porte sur le

vote en faveur des partis de gauche (en fait le PS et les Verts), mais le vote UDC leur sert de contrepoint pour mieux démontrer certaines évolutions. Selon ces deux politologues, le «*vote de classe*» reste une explication valide, même si les préférences électorales des classes sociales ont beaucoup changé à la faveur de la tertiarisation de l'économie et de l'ouverture internationale.

Les résultats de l'étude *Selects* 2007 montrent précisément que le parti socialiste et les Verts réalisent des scores supérieurs à leur moyenne nationale auprès de groupes désignés comme «*spécialistes socioculturels*» et «*spécialistes techniques*». Alors que le soutien des classes populaires (travailleurs de production, de services et employés de bureau) à ces deux partis est inférieur à leur moyenne nationale. A l'inverse, l'UDC reçoit 40% des suffrages des travailleurs de services, 38% des travailleurs de production et 31% des employés de bureau (et 44% des petits indépendants, ce qui est moins surprenant). La structure de l'électorat de l'UDC est diamétralement opposée à celle des partis de gauche et l'UDC